

# Un G20 agricole ambitieux ? Pas sûr !

► Cela fait trois ans déjà que l'on parle de crise alimentaire et de volatilité des prix, mais les mesures qui abordent les causes de la crise se font attendre.

**C**es 22 et 23 juin 2011 verront les ministres de l'Agriculture du G20 se réunir pour s'attaquer à l'une des trois priorités de la présidence française du G20: la lutte contre la volatilité des prix agricoles. La présidence française du G20 se dit ambitieuse dans la lutte contre la crise alimentaire mondiale.

Pourtant, si l'on mesure l'ambition de ce G20 au contenu des éditions passées, on ne peut qu'être sceptique. Le G20 de 2009 s'était déjà penché sur la question de la crise alimentaire mais sans vraiment rien décider et avait *annoncé*, le mot est important, la création d'un fond de 20 milliards de dollars pour soutenir la sécurité alimentaire des pays à faibles revenus. Le G20 de 2010 s'était lui aussi ému des effets de la volatilité et avait lancé un programme de sécurité alimentaire qui recycle celui de 2009 et le dote enfin d'un financement minime. Cela fait donc déjà trois ans que l'on parle de crise alimentaire et de volatilité, mais les mesures qui abordent les causes de la crise se font attendre.

En effet, si l'on mesure l'ambition de ce G20 agricole quant aux changements nécessaires pour sortir de la crise, il est, pour utiliser un langage diplomatique, extrêmement modeste. Dans un langage courant, on dira qu'il touche à la marge, sans reconnaître que le système alimentaire mondial doit changer pour répondre à l'enjeu de nourrir la planète.

Le programme de ce G20 agricole est essentiellement orienté sur une amélioration des informations de marché et sur une plus grande transparence des activités financières sur les marchés agricoles. Si ceci est nécessaire, c'est loin d'être suffisant. D'une part, il faut permettre aux pays d'avoir l'espace politique pour mener des politiques de prix qui limitent la volatilité des prix agricoles et les stabiliser dans l'intérêt général à un niveau adéquat. Lorsqu'ils sont trop bas, comme ils l'ont été depuis plus de vingt ans, ils condamnent les paysans à la faim et à la misère. Lorsqu'ils sont hauts, les plus pauvres sont contraints à moins manger, et les paysans pauvres à vendre leurs terres à des entreprises agricoles que la libéralisation a rendues de plus en plus puissantes et qui voient l'agriculture d'exportation comme une activité très rentable. Cette volatilité est d'autant plus renforcée

par un modèle agricole dépendant du pétrole dont les prix sont aussi de plus en plus volatils. Pour stabiliser les prix, le G20 doit réinstaurer des mesures telles que les stocks régulateurs, des mesures de régulation des importations et de la production. Ceci implique également de redonner la priorité à la production destinée aux marchés locaux et, enfin, de se prémunir contre la spéculation en garantissant une séparation entre les marchés agricoles et les marchés financiers.

D'autre part, il est également nécessaire d'aborder l'iniquité de notre système alimentaire caractérisé par une demande excessive d'une minorité et l'exclusion du droit de se nourrir d'un milliard de personnes, alors que nous enregistrons une pression croissante sur nos ressources naturelles. Démanteler les politiques de soutien aux agrocarburants contribuant à la volatilité et à la crise alimentaire doit être une priorité pour le G20. Enfin, les marchés ne peuvent pas à eux seuls déterminer le système alimentaire mondial. Il doit être encadré par des politiques fortes et une gouvernance mondiale qui implique celles et ceux qui sont victimes de la crise alimentaire, les organisations de producteurs et de consommateurs. Bref, un vrai projet ambitieux. Or ces mesures ne sont pas du tout envisagées dans le G20 agricole qui s'annonce.

Sans politiques agricoles qui soutiennent et protègent l'agriculture familiale, les pays en développement s'enfoncent dans une dépendance au marché mondial, forcément volatil alors qu'ils pourraient nourrir leur population.

On ne peut pas vouloir s'attaquer à la volatilité des prix agricoles parce qu'elle menace l'agriculture et la sécurité alimentaire et laisser en place un modèle agricole basé sur la compétition internationale et la concentration de la terre, de la production, de la transformation et de la distribution au sein de quelques multinationales à la base de tous nos problèmes.

Il est nécessaire de changer de cap. Il s'agit non pas de voir les petits producteurs alimentaires comme victimes d'un système qui tourne fou, mais comme acteurs de solutions. Il est dès lors urgent d'investir dans des agricultures paysannes, agroécologiques, qui garantissent aux producteurs l'accès à la terre, à l'eau, aux semences, aux marchés locaux, aux stocks collectifs et publics et aux savoirs. Un modèle basé sur les organisations paysannes et les attentes des consommateurs et non sur les intérêts de l'agro-industrie. Ce modèle est le seul qui puisse préserver l'environnement et produire assez de nourriture et de revenus pour sortir chaque sous-région du monde de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Si l'on choisit ce projet ambitieux, on pourra alors regarder la volatilité des prix des marchés internationaux avec la sérénité de celui qui en dépend le moins possible.

Stéphane DESGAIN,  
CNCD-11.11.11

Virginie PISSOORT, SOS  
Faim

Thierry KESTELOOT,  
Oxfam-Solidarité

Daniel VAN DER STEEN,  
Collectif stratégies  
alimentaires

Redonner  
la priorité  
à la  
production  
destinée aux  
marchés  
locaux et  
se prémunir  
contre la  
spéculation.